



C_2016_128

**EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**

SÉANCE DU JEUDI 22 SEPTEMBRE 2016

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Gestion des assemblées

L'an deux mille seize, le vingt deux septembre à dix huit heures, *le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.*

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	58

**Objet de la
délibération:
Motion de défense
de la ruralité - STOP
à la "fracture
territoriale"**

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérard PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Hugues MARTIN, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Alain CAYMARIS, Stéphan CERET, Christine CHALOT-FOURNET, Bernard CHARDES, Brigitte DUBOUIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Francine REGAZZETTI, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Sylvain SENES, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Jacques LECOINTE pouvoir à Alain CAYMARIS, Raymond GRAS pouvoir à Gilbert GALLIANO, Daniel MARIA pouvoir à Gérard PIERRUGUES, Sophie DUFOUR pouvoir à Serge BALDECCHI, Frédéric MARCEL pouvoir à Christine NICCOLETTI, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Nicole FANELLI, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Marie-Christine GUIOL, Alain HAINAUT pouvoir à Brigitte DUBOUIS, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Florence LEROUX pouvoir à Stéphan CERET, Grégory LOEW pouvoir à Sylvie FRANCIN, Jacques MICHEL pouvoir à Francine FIORINI, Christine PREMOSELLI pouvoir à Richard STRAMBIO, Jean-Daniel SANTONI pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN

ABSENT(S) :

Gilbert BOUZEREAU, Sandrine MARY-BOUZEREAU, Laure REIG, David SONNEVILLE, Valéria VECCHIO

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Marie-Christine GUIOL

RAPPORTEUR : Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

Transmis le :

**Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982**

La crise économique et sociale, la réduction de la dépense publique engagée à marche forcée, les nouveaux modèles d'aménagement du territoire façonneront plus encore une France à deux vitesses : la France des métropoles et la France périphérique.

Ainsi, la ruralité s'enfoncé année après année dans une profonde crise sociale et identitaire.

Assez régulièrement, depuis tant d'années, le thème de la ruralité s'invite lors de congrès, séminaires, salons de toutes sortes.

De la même façon, la parole publique s'empare de la ruralité à échéances répétées.

Ainsi des 3 comités interministériels aux ruralités de LAON en mars 2015, VESOUL en septembre 2015 et PRIVAS en mai 2016 lors desquels le gouvernement a indiqué souhaiter impulser et accroître une nouvelle dynamique en faveur de la ruralité.

Pas moins de 104 mesures ont ainsi été annoncées avec force communication dont un fonds de soutien doté d'1 milliard d'euros pour soutenir les communes et les intercommunalités (mesure 12) et 300 millions d'euros du fonds de soutien à l'investissement local pour accompagner le développement des bourgs-centres et villes de moins de 50 000 habitants (mesure 15).

Au titre de la mesure 12 la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) devait être abondée en soutien aux projets portés par les petites communes.

Considérant les 3 comités interministériels à la ruralité ;

Considérant l'enveloppe globale de 1 milliard d'euros consacré au FSIL (Fonds de Soutien à l'Investissement Local) ;

Considérant l'enveloppe régionale du FSIL arrêtée à 53.084.555 € ;

Considérant les arbitrages budgétaires du FSIL de l'Etat rendus au niveau régional qui n'ont que très partiellement soutenu les territoires ruraux au profit d'ensembles urbains plus importants ;

Considérant la baisse concomitante de la DETR en 2016 dans le Département du Var par rapport à l'année 2015 malgré les annonces gouvernementales issues des comités interministériels précités ;

Considérant la part dérisoire obtenue par les territoires ruraux et semi-urbains au titre du dernier CPER malgré la qualité des projets présentés ;

Les élus du Conseil d'agglomération réunis en séance le 22 septembre 2016 :

- Appellent l'attention du gouvernement sur la nécessité d'une distribution des subventions d'État plus équitable à laquelle les associations d'Élus devront nécessairement être associées ;
- Demandent une augmentation significative des subventions de l'Etat en faveur de la ruralité comme annoncée par le gouvernement ;
- Affirment l'unité des élus ruraux et semi-urbains pour défendre la ruralité et nos

campagnes.

Envoyé en préfecture le 28/09/2016

Reçu en préfecture le 28/09/2016

Affiché le



ID : 083-248300493-20160922-C_2016_128-DE

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 22 septembre 2016

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de l'autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.